

**MEDIAPART**

SÉRIE EP. 5 LVMH, LA PRISE DE PARIS

Faveurs, pressions, mélange des genres... LVMH est comme chez lui à la mairie de Paris

Anne Hidalgo est très attentive aux desiderata de Bernard Arnault. La ville de Paris promet qu'« il n'y a jamais eu de tête-à-tête » entre eux, ce que met en doute un document consulté par Mediapart. Marc-Antoine Jamet, secrétaire général de l'entreprise, est quoi qu'il en soit omniprésent dans les couloirs de la municipalité.

Dan Israel, Martine Orange et Khedidja Zerouali -

3 juin 2024 à 10h55

Pour *Le Parisien*, mardi 28 mai, une seule question vaut la peine d'être posée en majesté à la une, puis d'être développée sur les trois premières pages, édito et dessin de presse compris. « *Champs-Élysées, comment redevenir la plus belle avenue du monde ?* », s'interroge le troisième quotidien papier le plus vendu de France. La réponse lui a été fournie par une étude présentée la veille par le Comité Champs-Élysées, puissante association des commerçant-es de l'artère la plus connue de la capitale.

Pour « *faire revenir les Parisiens sur la plus belle avenue du monde* » et la « *réenchanter* », il faut engager d'ici à 2030 un plan massif de modernisation, selon les suggestions de l'« *étude à 5 millions d'euros* », réalisée « *par 183 experts* ». « *C'est une étude à 360 degrés qui embrasse un nombre de sujets importants* », salue dans l'article Marc-Antoine Jamet, président du Comité Champs-Élysées.

« *Reste à savoir comment la ville de Paris s'emparera de ces propositions* », qui pourraient coûter jusqu'à 250 millions d'euros, souligne le journal. Il donne la parole au premier adjoint Emmanuel Grégoire, qui dit partager « *les grandes lignes* » de ces propositions. Sur le réseau social X, l' élu remercie Marc-Antoine Jamet, non sans rappeler la « *priorité* » de la mairie : « *Adapter cette*

avenue au changement climatique, tout en préservant sa dimension populaire. »

Le quotidien a aussi publié le lendemain un « grand format » web reprenant ses articles. Toute cette séquence mérite quelques sous-titres, que *Le Parisien* a omis. Ils disent pourtant beaucoup de la puissance de LVMH, multinationale du luxe détenue par Bernard Arnault, et de sa manière de s'immiscer dans la sphère politique parisienne pour peser sur ses décisions. Avec l'assentiment, contraint ou non, des élu-es.

Car depuis 2015, *Le Parisien* appartient au groupe de Bernard Arnault. Tout comme neuf boutiques en activité sur les Champs-Élysées, auxquelles il faut ajouter un immeuble à la destination non encore précisée, et deux chantiers en cours, dont celui qui accouchera du plus grand magasin Louis Vuitton du monde. Quant à Marc-Antoine Jamet, il est avant tout le secrétaire général et le directeur immobilier du groupe de luxe aux soixante-quinze marques. L'homme de confiance de Bernard Arnault dans la capitale.

La présentation de l'étude par *Le Parisien* peut donc se lire comme un formidable coup de pression pour que la mairie avalise – et finance en partie – les plans du Comité Champs-Élysées, dont LVMH est le pilier. La réponse d'Emmanuel Grégoire est, elle, une subtile tentative de rappel : la mairie ne souhaite pas que le luxe dévore seul les Champs. La municipalité précise d'ailleurs à Mediapart que l'étude du comité a « *été coconstruite par plus de deux cents acteurs culturels, économiques et politiques de l'avenue et concertée avec près de 100 000 citoyens* ».

Préparation d'un déjeuner avec Bernard Arnault

La partie d'échecs est lancée. Et l'utilisation du *Parisien* par LVMH n'est pas anodine : aux dires de celles et ceux qui ont travaillé auprès d'elle, la maire de Paris est très sensible à la manière dont le quotidien décrit son action. Avec ses pages locales, le journal est le seul média d'envergure qui suit de près la municipalité. « *Ces pages sont souvent tenues par des journalistes plutôt critiques, et*

Anne Hidalgo y fait très attention », rapporte un ex-collaborateur de premier plan. Pour lui, « *il est certain qu'elle en discute directement avec Bernard Arnault lui-même* ».

Parmi celles et ceux qui l'ont servie de près, nul n'ignore que la maire a déjà demandé à parler en direct avec le PDG de LVMH, l'homme le plus riche du monde, quand la une du *Parisien* lui déplaisait trop. Selon plusieurs ancien·nes membres de son cabinet, la maire entretient une relation directe avec le grand patron.

« L'empire du luxe, la première fortune mondiale, l'homme qui collectionne des trésors de l'art moderne et contemporain... Elle juge tout cela important, décrit un ancien proche. Il y a peut-être une part de fascination, qui pourrait apparaître comme une forme de candeur, mais aussi des intérêts bien compris : je te rends service, tu me rends service. »

Entre les deux, pas de rendez-vous officiels, mais des rencontres se nichant dans les interstices de leurs agendas chargés. Se croiser à une cérémonie officielle, en marge d'un défilé maison ou après la visite privée d'une exposition ou un concert à la fondation Louis-Vuitton fait parfaitement l'affaire.

« La maire de Paris a déjà rencontré des patrons de grands groupes dans le cadre de son mandat, dont Bernard Arnault », dit la municipalité. Mais, jure-t-elle, « il n'y a jamais eu de tête-à-tête » avec ce dernier. Une affirmation dont doutent ouvertement d'ex-collaborateurs. Et qui est remise en question par un document consulté par Mediapart : une note interne du cabinet d'Anne Hidalgo, annotée de sa main, montre en effet qu'un déjeuner avec le patron de LVMH a été activement préparé en mai 2016, deux ans après l'élection d'Anne Hidalgo.

Relancée à ce sujet, la mairie n'a plus donné suite. Interrogé sur de multiples points de la conduite de ses affaires à Paris, LVMH n'a répondu à aucune de nos questions, pas plus que Marc-Antoine Jamet.

Négociations épineuses

En ce mois de mai 2016, la maire et le PDG avaient plusieurs sujets à aborder, à en croire le document. Par

exemple, la demande du groupe de luxe d'installer une bache publicitaire sur la Samaritaine, alors en pleins travaux. Neuf ans avant la malle Louis Vuitton XXL des Champs-Élysées, la demande paraît bien modeste. Mais la note indique que la « *DU* », la direction de l'urbanisme, « *est très réservée* ». Annotation d'Anne Hidalgo : « *Ne soyons pas aussi fermés !!! La DU prend des positions trop raides sur ces sujets.* »

Le document signale par ailleurs qu'une autorisation d'installation de terrasse va être accordée à la « *Maison Guerlain* », sur les Champs-Élysées, « *au prix d'une interprétation "constructive" du RET [règlement des étalages et des terrasses – ndlr] et au regard du faible risque contentieux* ».

La note montre que la mairie paraît toutefois savoir résister à certaines demandes de LVMH. Elle n'a ainsi pas soutenu le groupe dans son désir d'acquérir, pour au moins 100 millions d'euros, l'hôtel de l'Artillerie dans le VII^e arrondissement, qui est finalement revenu à Sciences Po Paris.

Les négociations autour du renouvellement de la concession du Jardin d'acclimatation, le parc d'attraction du bois de Boulogne jouxtant la Fondation Louis-Vuitton, aux mains de LVMH depuis 1984, ont également été épineuses. LVMH souhaitait se voir confier les manettes pour trente ans, alors que la mairie refusait d'aller au-delà de vingt-quatre ans. Finalement, la concession a été renouvelée pour vingt-cinq ans en septembre 2016. Mais la ville a obtenu les 2 millions d'euros annuels de redevance qu'elle espérait.

Discussion tout aussi rugueuse autour du musée national des Arts et traditions populaires, autre voisin de la fondation. Truffé d'amiante, désaffecté depuis 2005, le bâtiment a été confié en 2017 à LVMH, qui en fera un centre culturel à la gloire de l'artisanat du luxe. Le groupe voulait obtenir une concession de soixante-dix ans et payer une redevance basée sur le bénéfice affiché du lieu (une donnée comptable relativement aisée à manipuler). Après des mois d'allers-retours, la mairie lui a imposé cinquante ans d'occupation « seulement », et une redevance proportionnelle au chiffre d'affaires.

PS et UMP unis pour sauver la Fondation Louis-Vuitton

Mais est-il seulement possible de résister sérieusement à Bernard Arnault ? L'influence et la fascination qu'il exerce sur la classe politique n'est plus à démontrer. Témoin du mariage de Nicolas Sarkozy en 1996, décoré de la grand-croix de la Légion d'honneur par Emmanuel Macron le 13 mars dernier, tous les honneurs sont conférés à l'homme le plus riche du monde (selon le magazine américain Forbes).

L'État va jusqu'à mettre à disposition ses moyens pour l'aider dans ses affaires, comme lorsqu'il a voulu renégocier le prix d'achat de Tiffany & Co., en 2020. Et aucune autre entreprise que la sienne n'aurait été capable de convoquer le ministre de l'économie, Bruno Le Maire, pour participer à un supplément publicitaire du *Figaro* et y chanter ses louanges, en juillet 2023.

La première manifestation de cette force de frappe dans la capitale a débouché sur l'édification de la Fondation Louis-Vuitton, ce musée privé cher au cœur de Bernard Arnault. Pour son inauguration en 2014, le président François Hollande s'était fait lyrique, saluant « *un morceau d'humanité, qui montre à tous que le rêve peut, à force de génie et de volonté, devenir réalité* ».

La soirée du 15 février 2011 à l'Assemblée nationale avait été plus prosaïque. Trois semaines plus tôt, le tribunal administratif avait fait annuler le permis de construire de cet emblème situé sur un site classé, et donc inconstructible en théorie. Il a fallu les efforts conjoints des groupe PS et UMP pour faire passer, au beau milieu d'une discussion sur le prix des livres numériques, un amendement accordant le statut d'utilité publique au projet. Permettant de passer outre la décision de justice.

Cette puissance occasionne mille spéculations. Notamment autour du défilé Louis Vuitton sur le Pont-Neuf du 20 juin 2023, autorisé alors que les services de la ville avaient rendu un avis négatif et que la préfecture de police s'y était opposée par le passé.

Dans les coulisses de la Fédération de la haute couture et de la mode, qui organise traditionnellement les défilés de la *fashion week*, la rumeur bruisse : Emmanuel Macron aurait imposé ce défilé au préfet de police Laurent Nuñez, après avoir été alerté par un représentant de LVMH – le nom du chanteur Pharrell Williams, directeur artistique de Vuitton, circule. Interrogé par Mediapart,

l'Élysée n'a pas commenté.

Le sujet est toujours sensible, comme l'a montré le conseil de Paris, le 22 mai. Les Écologistes proposaient aux élu-es de voter un « vœu » pour exiger la consultation des maires d'arrondissement et des adjoint-es de la ville lors de demandes d'occupation de l'espace public concernant de « *gros événements commerciaux de multinationales qui privatisent un quartier pendant plusieurs jours* ».

L'exemple du Pont-Neuf était cité explicitement. Réponse d'Emmanuel Grégoire ? « *Je veux bien faire retenir à tout le monde qu'il s'agit d'un vœu explicitement écrit contre le groupe LVMH et que c'est à l'aune de ce critère que le vote de chacun sera interprété.* » Vœu rejeté.

Les multiples casquettes de Marc-Antoine Jamet

Bien sûr, Bernard Arnault ne passe pas son temps à scruter les choix des élu-es de Paris, ou à hanter les couloirs de la mairie. Pour cela, il y a le secrétaire général du groupe. Il est peu connu du grand public, aux yeux duquel c'est Christophe Girard qui, pendant des années, a semblé porter les vues du groupe dans l'équipe municipale.

« Directeur de la stratégie mode » de LVMH entre 1999 et 2005, Girard était en effet l'adjoint à la culture de Bertrand Delanoë de 2001 à 2012, puis maire du IV^e arrondissement, avant d'être rappelé dans l'exécutif parisien par Anne Hidalgo en 2017. Il a finalement été mis sur la touche en 2020, à la suite des révélations sur sa proximité avec l'écrivain Gabriel Matzneff, accusé de pédocriminalité.

Mais il pesait en fait peu dans les décisions municipales sur LVMH. Il en va bien autrement de Marc-Antoine Jamet, décrit par un élu de la ville comme « *un animal politique à l'ancienne, qui verse dans le mélange des genres sans se poser de questions* ».

Car le secrétaire général de LVMH est aussi un responsable socialiste de haut rang. Proche de Laurent Fabius, il l'a suivi de la fin des années 1980 au début des années 2000, de la présidence de l'Assemblée nationale au ministère de l'économie. En 1994, il est même devenu

trésorier national du PS et membre de son conseil national, alors que Fabius en était le premier secrétaire.

C'est avec le soutien de son grand homme que Marc-Antoine Jamet devient en 2001 maire de Val-de-Reuil (Eure). Une fonction qu'il occupe toujours. Il a aussi été élu conseiller régional de Haute-Normandie en 2004 et a été premier secrétaire de la fédération socialiste locale de 2012 à 2017.

Ce ne peut être qu'une coïncidence. Oublieux de ses préventions maintes fois répétées contre les « *socio-communistes* », c'est cet homme de l'appareil socialiste que Bernard Arnault choisit de faire entrer dans son groupe le 14 mars 2001. Quatre jours plus tard, Bertrand Delanoë était élu maire de Paris, mettant un terme à trente ans de pouvoir chiraquien dans la capitale. Le secrétaire général précédent était Pierre-Mathieu Duhamel, ancien directeur de cabinet adjoint de Jacques Chirac à la mairie de Paris.

À peine nommé, Marc-Antoine Jamet additionne les mandats et les postes d'influence. PDG du Jardin d'acclimatation, fondé de pouvoir de la Fondation Louis-Vuitton, administrateur des parfums Christian Dior, mais aussi administrateur de la société de la Tour Eiffel ou vice-président de la Fédération des industries de la parfumerie.

La place de la Concorde dans le viseur

« *Marc-Antoine Jamet aime cultiver ce paradoxe d'être à la fois chez LVMH et de gauche. Il ne trouve son équilibre qu'en ayant ces deux jambes* », juge avec bienveillance Philippe Brun, député socialiste de l'Eure. À Paris, l'homme sait manœuvrer. « *Il est difficile de lui fermer la porte. Mon impression est que sur les dossiers qui intéressent le groupe, les enjeux n'appartiennent plus seulement à la mairie* », rapporte un élu.

Régulièrement, Marc-Antoine Jamet s'invite à des réunions avec la garde rapprochée d'Anne Hidalgo, « *pour faire le tour des sujets importants ou inquiétants pour LVMH* », comme le décrit un familier de ces scènes. Récemment, il a pesé de tout son poids pour s'assurer que, malgré la mise en place à l'automne de la « zone à trafic limité », interdisant les trajets de transit dans le centre de Paris, les cars de touristes auront toujours le

droit de se garer au parking « Louvre Samaritaine », à trois minutes à pied du grand magasin appartenant au groupe.

Polytechnique résiste à Bernard Arnault

Depuis plusieurs mois, le chantier du site originel de l'École polytechnique, rue Descartes (V^e), est à l'arrêt. Personne ne sait ce qu'il va advenir du grand projet voulu par Bernard Arnault dans la « *boîte à claque* », selon l'expression familière qui a cours à l'« X ».

Ancien élève de l'école, le grand patron a proposé en 2022 que son entreprise apporte 30 millions d'euros à l'école et qu'elle installe un centre de recherche sur le luxe au cœur de son site actuel, sur le plateau de Saclay (Essonne).

Mais un deuxième volet est capital pour l'entreprise : mettre la main sur les bâtiments historiques de l'école. Une ambition largement soutenue par le secrétaire général de l'association des anciens élèves de l'X de l'époque, Jean-Baptiste Voisin. Lequel est aussi le directeur de la stratégie de LVMH depuis 2006.

En 2017, Polytechnique présente un projet de rénovation de ses locaux parisiens, en demandant d'annexer une partie des jardins, appartenant au ministère de la recherche. Le ministère donne son accord. Le plan local d'urbanisme est même modifié, pour que la zone ne soit plus classée « espace vert protégé ». Le conseil de Paris n'est pas consulté et le permis de construire est accordé par la mairie.

Mais dès ce feu vert obtenu, le projet est transféré à LVMH. L'architecte des monuments historiques est remplacé par une architecte validée par le groupe. Le projet de rénovation mute en un vaste remodelage, avec trois niveaux de sous-sol et une grande verrière. De 2 millions d'euros, le chiffrage passe à 40 millions. LVMH explique qu'il veut organiser au cœur de Paris des conférences de niveau international – et pourquoi pas des défilés de mode, craignent certains.

D'anciens élèves ont déposé un recours devant le tribunal administratif pour contester le transfert du permis de construire. Surtout, les élèves de X se sont opposés à l'arrivée de LVMH au cœur de l'école à Saclay. Outré de rencontrer de telles résistances, Bernard Arnault a tout arrêté rue Descartes.

Le 6 décembre 2023, il était devant la commission départementale d'aménagement commercial de Paris, où les entreprises installant plus de 1 000 m² de commerce doivent présenter leur projet. Il intervenait avec sa casquette LVMH, pour discuter des vastes locaux du 144-150 avenue des Champs-Élysées, acquis quelques jours plus tôt pour presque un milliard d'euros.

Il avait auparavant laissé la parole au délégué général du Comité Champs-Élysées, Timour Veyri. « *Un numéro de claquettes extrêmement gênant* », juge un participant. Car Timour Veyri, précédemment directeur de cabinet d'un adjoint à la mairie de Paris, a surtout été, dix ans durant, le chef de cabinet de Marc-Antoine Jamet à la mairie de Val-de-Reuil.

Récemment, l'émissaire de Bernard Arnault dans la capitale s'est trouvé un nouveau rôle. Il participe au comité de réflexion sur la rénovation de la place de la Concorde, dans le collège des « *grands voisins du secteur* », au même titre que le directeur du musée du Jeu de paume ou que l'ambassadrice des États-Unis.

La célèbre place à l'obélisque est le point d'arrivée de l'avenue des Champs-Élysées, et le patron du lobbying LVMH ne pouvait pas rater l'occasion. L'étude présentée par *Le Parisien* le 28 mai incluait d'ailleurs une belle « *vue d'artiste* » de la place telle que la rêve le Comité Champs-Élysées, presque entièrement piétonne. Présentée deux jours avant la fin de l'enquête publique sur l'avenir de la place, la transformation est bien plus ambitieuse que celle que la mairie projetait jusque-là.

« *Ces dernières années, il y avait un consensus des grandes maisons de mode pour éviter d'attirer trop l'attention, à un moment où la société française est fracturée*, raconte un bon connaisseur du milieu. *Les méthodes très visibles de LVMH inquiètent désormais ses concurrents.* »

Signalant la manifestation organisée à Barcelone contre la privatisation du célèbre parc Güell par Louis Vuitton pour un défilé le 23 mai, ce confident de la profession anticipe : « *Si Bernard Arnault continue, cela risque de finir de la même manière à Paris.* »

Dan Israel, Martine Orange et Khedidja Zerouali

Si vous avez des informations à nous communiquer, vous pouvez nous contacter à l'adresse enquete@mediapart.fr. Si vous souhaitez adresser des documents en passant par une plateforme hautement sécurisée, vous pouvez passer par SecureDrop de Mediapart, la marche à suivre est explicitée dans cette page.

Boîte noire

Nous avons adressé une liste de questions au groupe LVMH début mai. En dépit de nos relances, celui-ci ne nous a pas répondu, ni même accusé réception de notre envoi. Nous ne manquerons pas de donner ses réponses, si jamais elles nous parviennent, même après publication. Notre demande d'entretien avec le secrétaire général du groupe, Marc-Antoine Jamet, n'a pas rencontré davantage d'écho.

La mairie nous a adressé ses réponses par écrit, aucun de ses représentant-es n'ayant souhaité nous rencontrer. Relancée par des questions précises relatives aux relations entre Anne Hidalgo et Bernard Arnault, elle nous a indiqué qu'elle ne s'expliquerait pas davantage.